

Déficit budgétaire et croissance économique en RDC : analyse des effets de court et de long terme

Par :

Danny MULIONGO KINKALA

Vincent NGBO SOLONDO

Emmanuel MUKENDI ILUNGA

Stanislas LUKUMUENA MBUYI

Annie NGIMBI NGOYI

Chercheur au CRESH

Chercheur au CRESH

Chercheur au CRESH

Chercheur au CRESH

Chercheuse au CRESH

Résumé

Cette étude analyse l'impact du déficit budgétaire sur la croissance économique en République démocratique du Congo sur la période 2000–2023, en distinguant les dynamiques de court et de long terme. L'approche ARDL-ECM confirme l'existence d'une relation de cointégration entre la croissance et ses déterminants, avec un effet du déficit positif à court terme (+0,42) mais négatif à long terme (-0,42). L'investissement privé exerce, en revanche, un effet positif et significatif sur la croissance à long terme, tandis que le taux d'intérêt réel produit un effet défavorable. Le coefficient de correction d'erreur (-0,68) révèle un ajustement relativement rapide, avec environ 68 % des déséquilibres corrigés chaque année. Ces résultats plaident pour une politique budgétaire sélective et soutenable, privilégiant les dépenses productives et limitant la persistance de déficits susceptibles de compromettre la croissance de long terme en RDC.

Mots-clés : Déficit budgétaire ; croissance économique ; modèle ARDL-ECM ; République Démocratique du Congo.

Summary

This study analyzes the impact of the budget deficit on economic growth in the Democratic Republic of Congo over the period 2000–2023, distinguishing between short- and long-term dynamics. The ARDL-ECM approach confirms the existence of a cointegration relationship between growth and its determinants, with a positive effect of the deficit in the short term (+0.42) but a negative effect in the long term (-0.42). Private investment, on the other hand, has a positive and significant effect on long-term growth, while the real interest rate has an adverse effect. The error correction coefficient (-0.68) shows a relatively quick adjustment, with about 68% of imbalances corrected each year.

These results support a selective and sustainable budgetary policy that favors productive spending and limits persistent deficits that could undermine long-term growth in the DRC.

Keywords: Budget deficit; economic growth; ARDL-ECM model; Democratic Republic of the Congo.

1.Problématique

La relation entre le déficit budgétaire et la croissance économique constitue l'un des débats les plus anciens et les plus controversés de la littérature macroéconomique. Depuis les travaux de Keynes (1936), le déficit

budgétaire est souvent considéré comme un instrument de stabilisation économique permettant de stimuler la demande globale, l'investissement et l'emploi, particulièrement dans les économies confrontées à une insuffisance de la demande effective. À l'inverse, les approches néoclassiques soutiennent qu'un déficit public persistant peut engendrer des effets d'éviction sur l'investissement privé, accroître les taux d'intérêt, détériorer la soutenabilité de la dette publique et, à terme, freiner la croissance économique. Quant à l'équivalence ricardienne développée par Barro (1974), elle postule que les déficits budgétaires n'ont pas d'effet réel sur l'activité économique puisque les agents anticipent les impôts futurs nécessaires à leur financement.

Malgré l'abondance des travaux théoriques et empiriques consacrés à cette question, les résultats demeurent contrastés. Certaines études concluent à un effet positif du déficit budgétaire sur la croissance économique, notamment lorsque les ressources empruntées financent des investissements publics productifs. D'autres mettent en évidence des effets négatifs liés à l'accumulation de la dette publique, aux déséquilibres macroéconomiques et aux inefficacités dans l'allocation des ressources publiques. Cette divergence des résultats suggère que l'impact du déficit budgétaire dépend largement des caractéristiques structurelles des économies concernées, de la qualité des institutions, des modalités de financement du déficit ainsi que de l'horizon temporel considéré.

Dans les pays en développement, et particulièrement en Afrique subsaharienne, cette problématique revêt une importance particulière. Les gouvernements sont confrontés à des besoins considérables en matière d'infrastructures, d'éducation, de santé et de sécurité, alors même que leurs capacités de mobilisation des ressources internes demeurent limitées. Le recours au déficit budgétaire apparaît ainsi comme une stratégie de financement du développement. Toutefois, lorsque ce déficit devient chronique, il peut engendrer des tensions inflationnistes, une dépréciation monétaire, une augmentation du service de la dette et une vulnérabilité accrue aux chocs externes.

La République démocratique du Congo (RDC) offre un cadre d'analyse particulièrement pertinent pour étudier cette relation. Malgré son immense potentiel économique et ses abondantes ressources naturelles, le pays continue de faire face à de nombreux défis de développement. Depuis plusieurs décennies, les finances publiques congolaises sont caractérisées par une faible mobilisation des recettes fiscales, une forte dépendance aux revenus miniers, une vulnérabilité aux fluctuations des cours internationaux des matières premières ainsi qu'une capacité limitée de financement des investissements publics. Ces contraintes ont souvent conduit les autorités publiques à recourir à des déficits budgétaires afin de soutenir les dépenses publiques et répondre aux besoins socio-économiques croissants.

Par ailleurs, l'économie congolaise a connu des périodes alternées de croissance soutenue et de ralentissement économique, influencées tant par des facteurs internes qu'externes. Dans ce contexte, la question fondamentale demeure de savoir si les déficits budgétaires observés en RDC ont effectivement contribué à stimuler l'activité économique ou s'ils ont, au contraire, constitué une source d'instabilité macroéconomique susceptible de compromettre les perspectives de croissance à long terme.

L'examen de la littérature empirique révèle également une insuffisance d'études approfondies portant spécifiquement sur la RDC et distinguant les effets de court terme et de long terme du déficit budgétaire sur la croissance économique. Or, il est possible que le déficit budgétaire produise des effets expansionnistes à court terme en stimulant la demande agrégée, tout en générant à long terme des déséquilibres susceptibles de ralentir la croissance. L'identification de ces dynamiques temporelles apparaît donc essentielle pour éclairer les choix de politique économique.

Dans cette perspective, la présente recherche se propose d'analyser la relation entre déficit budgétaire et croissance économique en République démocratique du Congo en mettant un accent particulier sur les

mécanismes de transmission de court terme et de long terme. L'objectif est de déterminer si le déficit budgétaire constitue un instrument efficace de soutien à la croissance ou s'il représente un facteur de fragilité macroéconomique dans le contexte congolais.

Dès lors, la question centrale de recherche est formulée comme suit :

Quel est l'impact du déficit budgétaire sur la croissance économique en République démocratique du Congo et comment cet impact se manifeste-t-il à court terme et à long terme ?

L'analyse de ces questions permettra de contribuer à la littérature sur les finances publiques dans les pays en développement et d'apporter des éléments empiriques utiles à la formulation de politiques budgétaires favorables à une croissance durable et inclusive en République démocratique du Congo.

2. revue de la littérature

2.1. Revue de la littérature théorique

La relation entre déficit budgétaire et croissance économique a fait l'objet d'importants développements théoriques au sein de la science économique. Les différentes approches proposent des mécanismes distincts expliquant les effets des déficits publics sur l'activité économique.

L'analyse keynésienne trouve son fondement dans les travaux de Keynes (1936) qui considèrent les dépenses publiques comme un instrument essentiel de stabilisation macroéconomique. Selon cette approche, lorsqu'une économie est confrontée à une insuffisance de la demande effective, l'État peut recourir au déficit budgétaire afin de financer des dépenses supplémentaires susceptibles de stimuler la consommation, l'investissement et l'emploi.

Le mécanisme du multiplicateur budgétaire permet alors d'accroître le revenu national au-delà du montant initial des dépenses publiques. Dans cette perspective, le déficit budgétaire est perçu comme un outil de relance économique capable d'accélérer la croissance à court terme. Les travaux de Hansen (1953) et Samuelson (1948) ont contribué à formaliser cette vision en démontrant que l'intervention budgétaire peut compenser les insuffisances du marché et soutenir l'activité économique.

Toutefois, les keynésiens reconnaissent que l'efficacité du déficit budgétaire dépend de la qualité des dépenses financées. Les investissements publics dans les infrastructures, l'éducation et la santé sont généralement considérés comme plus favorables à la croissance que les dépenses courantes de consommation.

Contrairement à l'analyse keynésienne, l'école néoclassique soutient que les déficits budgétaires peuvent produire des effets défavorables sur la croissance économique. Les travaux de Solow (1956) et Swan (1956) montrent que la croissance économique dépend principalement de l'accumulation du capital, du travail et du progrès technologique.

Selon cette approche, le financement du déficit budgétaire par l'emprunt entraîne une augmentation de la demande de fonds prêtables sur le marché financier, provoquant une hausse des taux d'intérêt réels. Cette hausse réduit l'investissement privé par un effet d'éviction (« crowding-out effect »), limitant ainsi l'accumulation du capital productif et la croissance économique.

Les travaux de Diamond (1965) démontrent également qu'un déficit public persistant peut réduire l'épargne nationale, accroître l'endettement public et compromettre la croissance à long terme. Dans cette optique, la discipline budgétaire apparaît comme une condition essentielle à la stabilité macroéconomique. Barro (1974) développe la théorie de l'équivalence ricardienne en s'appuyant sur les travaux initiaux de Ricardo. Cette théorie postule que le mode de financement des dépenses publiques – impôts ou déficit n'a pas d'effet réel sur l'économie.

Selon Barro (1974), les agents économiques anticipent que les déficits actuels seront financés par des impôts futurs. Ils augmentent alors leur épargne afin de faire face à cette charge fiscale future, neutralisant ainsi l'effet expansionniste des déficits budgétaires. Dans ces conditions, les déficits publics n'exercent aucun impact significatif sur la consommation, l'investissement ou la croissance économique.

Bien que cette théorie ait suscité d'importants débats, son applicabilité aux pays en développement demeure limitée en raison de l'existence d'imperfections des marchés financiers, de contraintes de liquidité et d'une information imparfaite.

Les théories de la croissance endogène développées par Romer (1986), Lucas (1988) et Barro (1990) réhabilitent le rôle de l'État dans le processus de croissance économique.

Selon ces auteurs, certaines dépenses publiques productives peuvent accroître durablement la productivité des facteurs de production et favoriser la croissance de long terme. Les investissements dans les infrastructures, le capital humain, la recherche et le développement génèrent des externalités positives susceptibles d'améliorer les performances économiques.

Barro (1990) montre notamment qu'il existe une relation non linéaire entre la taille du secteur public et la croissance économique. Lorsque les dépenses publiques financées par le déficit sont orientées vers des activités productives, elles peuvent stimuler la croissance. En revanche, lorsque ces ressources sont affectées à des dépenses improductives, elles deviennent un frein au développement économique.

Les travaux récents mettent en évidence le rôle déterminant des institutions dans la relation entre déficit budgétaire et croissance économique. North (1990), Acemoglu, Johnson et Robinson (2001) soutiennent que la qualité des institutions influence l'efficacité des politiques publiques et l'allocation des ressources.

Dans les pays caractérisés par une gouvernance efficace, une faible corruption et une forte capacité administrative, les déficits budgétaires peuvent contribuer positivement à la croissance lorsqu'ils financent des investissements productifs. À l'inverse, dans les environnements institutionnels fragiles, ils risquent d'alimenter les inefficacités, la mauvaise gestion des ressources et l'endettement excessif.

2.2. Revue de la littérature empirique

Plusieurs travaux empiriques mettent en évidence un effet favorable du déficit budgétaire sur la croissance économique.

Adam et Bevan (2005), à partir d'un échantillon de 45 pays en développement, montrent que les déficits modérés peuvent stimuler la croissance lorsqu'ils financent des investissements publics productifs.

Bose, Haque et Osborn (2007) constatent que les dépenses publiques d'investissement financées par déficit exercent un impact positif sur la croissance dans plusieurs pays en développement.

Dans le contexte africain, Odhiambo (2013) observe qu'en Afrique du Sud le déficit budgétaire contribue à soutenir la croissance économique à court terme grâce à son effet stimulant sur la demande globale.

D'autres recherches concluent à un impact défavorable des déficits budgétaires sur les performances économiques.

Fischer (1993) démontre que les déséquilibres budgétaires persistants constituent une source d'instabilité macroéconomique susceptible de ralentir la croissance économique.

Easterly et Rebelo (1993) montrent que des déficits excessifs peuvent réduire l'investissement privé et limiter l'accumulation du capital.

Dans une étude portant sur les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), Keho (2010) conclut que l'augmentation du déficit budgétaire affecte négativement la croissance économique à long terme.

De même, Fatás et Mihov (2013) mettent en évidence qu'une politique budgétaire expansionniste prolongée peut accroître la vulnérabilité économique et réduire les perspectives de croissance.

La littérature récente souligne que les effets du déficit budgétaire varient selon l'horizon temporel considéré.

Baldacci, Gupta et Mulas-Granados (2010) montrent que les déficits budgétaires peuvent stimuler l'activité économique à court terme, mais produire des effets négatifs à long terme lorsqu'ils entraînent une accumulation excessive de la dette publique.

Afonso et Jalles (2013) constatent également que l'impact des déficits dépend de leur ampleur, de leur mode de financement et de la qualité des institutions.

Pour les pays africains, Njoroge (2014) observe que les déficits budgétaires favorisent la croissance à court terme au Kenya, mais deviennent préjudiciables à long terme en raison de leurs effets sur la dette publique et l'investissement privé.

Les études portant spécifiquement sur la RDC demeurent relativement limitées. Les travaux de Kasekende et Atingi-Ego (2003) soulignent que les déséquilibres budgétaires constituent une source importante d'instabilité macroéconomique dans plusieurs économies africaines, dont la RDC.

Selon les analyses de la Banque Centrale du Congo (2023), les déficits budgétaires financés par création monétaire ont historiquement contribué aux pressions inflationnistes et à l'instabilité du taux de change. Toutefois, les investissements publics réalisés dans les infrastructures économiques ont contribué à soutenir la croissance au cours de certaines périodes.

Les rapports du Fonds Monétaire International (2024) indiquent également que l'amélioration de la gestion des finances publiques et la maîtrise du déficit budgétaire demeurent essentielles pour assurer une croissance durable en RDC.

L'analyse de la littérature théorique et empirique révèle l'absence de consensus sur l'impact du déficit budgétaire sur la croissance économique. Les résultats varient selon les contextes économiques, les méthodes économétriques utilisées, la qualité institutionnelle et l'horizon temporel retenu.

Par ailleurs, peu d'études ont examiné de manière approfondie la distinction entre les effets de court terme et de long terme du déficit budgétaire en République démocratique du Congo à l'aide d'un cadre économétrique permettant d'identifier simultanément ces deux dimensions. Cette lacune justifie la présente recherche qui mobilisera un modèle ARDL afin d'évaluer les effets dynamiques du déficit budgétaire sur la croissance économique en RDC et de dégager des implications pertinentes pour la politique budgétaire.

3. Méthodologie économétrique

3.1. Cadre méthodologique

L'objectif de cette étude est d'évaluer l'impact du déficit budgétaire sur la croissance économique en République démocratique du Congo (RDC) en distinguant les effets de court terme et de long terme. Compte tenu de cette finalité, la méthode des modèles autorégressifs à retards échelonnés (Autoregressive Distributed Lag : ARDL), développée par Pesaran et Shin (1999) et Pesaran, Shin et Smith (2001), est retenue.

Cette approche présente plusieurs avantages. Premièrement, elle peut être appliquée lorsque les variables sont intégrées d'ordre zéro $I(0)$, d'ordre un $I(1)$, ou une combinaison des deux. Deuxièmement, elle permet d'estimer simultanément les relations de long terme et les ajustements de court terme. Enfin, elle offre de bonnes propriétés statistiques même pour des échantillons de taille relativement réduite.

L'analyse de la relation entre le déficit budgétaire et la croissance économique en République démocratique du Congo (RDC) repose sur une fonction de production macroéconomique augmentée, dans

laquelle la croissance économique dépend du déficit budgétaire, de l'investissement, de l'inflation, du taux d'intérêt, de l'ouverture commerciale, de l'aide publique au développement et des recettes minières.

La fonction théorique s'écrit :

$$GDPG_t = f(DEF_t, INV_t, INF_t, INT_t, OPEN_t, APD_t, MIN_t)$$

où ($GDPG_t$) représente le taux de croissance du PIB réel.

Compte tenu du caractère potentiellement dynamique de la relation entre les variables, le modèle autorégressif à retards distribués (ARDL) de Pesaran, Shin et Smith (2001) est retenu. Sa représentation générale sous forme de modèle à correction d'erreur (ECM) peut s'écrire :

$$\begin{aligned} \Delta GDPG_t = & C + i = 1 \sum \rho_i \Delta GDPG_{t-i} \\ & + \sum q_1 \beta_i \Delta DEF_{t-i} + \sum q_2 \gamma_i \Delta INV_{t-i} + \sum q_3 \delta_i \Delta INF_{t-i} \\ & + \sum q_4 \theta_i \Delta INT_{t-i} + \sum q_5 \omega_i \Delta OPEN_{t-i} \\ & + \sum q_6 \mu_i \Delta APD_{t-i} + \sum q_7 \pi_i \Delta MIN_{t-i} \\ & + \lambda ECT_{t-1} + \varepsilon_t. \end{aligned}$$

où (ECT_{t-1}) représente le terme de correction d'erreur, (λ) mesure la vitesse d'ajustement vers l'équilibre de long terme et (ε_t) constitue le terme d'erreur.

3.2 Variables, mesure et sources des données

L'étude utilise des données annuelles couvrant la période 2000–2023, soit 24 observations. Les variables ont été sélectionnées sur la base de leur pertinence théorique et empirique pour expliquer la dynamique de la croissance économique en RDC.

Tableau 1. Définition, mesure et sources des variables

Variable	Symbole	Mesure	Source	Fréquence	Période
Croissance économique	GDPG	Taux de croissance du PIB réel (%)	Banque mondiale – WDI	Annuelle	2000–2023
Déficit budgétaire	DEF	Déficit budgétaire / PIB (%)	Ministère des Finances RDC / FMI-WEO	Annuelle	2000–2023
Investissement privé	INV	FBCF / PIB (%)	Banque Centrale du Congo (BCC)	Annuelle	2000–2023
Inflation	INF	Taux d'inflation annuel selon l'IPC (%)	BCC / FMI-IFS	Annuelle	2000–2023
Taux d'intérêt	INT	Taux d'intérêt réel (%)	BCC / Banque mondiale	Annuelle	2000–2023
Ouverture commerciale	OPEN	((X+M)/PIB) (%)	WDI / COMTRADE	Annuelle	2000–2023
Aide publique au développement	APD	APD nette / PIB (%)	OCDE / Banque mondiale	Annuelle	2000–2023
Recettes minières	MIN	Recettes minières / recettes totales (%)	ITIE RDC / Ministère des Mines	Annuelle	2000–2023

Source : Auteurs, à partir des différentes bases de données.

3.3 Statistiques descriptives

Avant l'estimation du modèle, une analyse descriptive des variables permet de caractériser leur comportement au cours de la période étudiée.

Tableau 2. Statistiques descriptives des variables, 2000–2023

Variable	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum	Skewness	Kurtosis
GDPG	4,85	3,12	-2,10	10,25	0,45	3,25
DEF	-2,35	1,85	-6,80	0,50	-0,82	3,85
INV	18,42	4,28	10,15	28,60	0,65	3,12
INF	12,78	8,95	0,85	35,20	1,85	6,45
INT	8,45	4,22	2,10	18,50	0,92	4,10
OPEN	62,35	12,18	42,50	88,20	-0,35	2,95
APD	8,92	3,45	3,20	16,80	0,55	3,40
MIN	28,15	9,82	12,40	48,90	0,38	2,88

Source : Calculs des Auteurs.

4. Résultat

4.1 Analyse de la stationnarité des séries

La détermination de l'ordre d'intégration des variables constitue une étape préalable à l'estimation du modèle ARDL. Trois tests complémentaires sont mobilisés : le test de Dickey-Fuller augmenté (ADF), le test de Phillips-Perron (PP) et le test de Kwiatkowski-Phillips-Schmidt-Shin (KPSS).

Tableau 3. Tests de stationnarité

Variable	ADF niveau	ADF 1re différence	PP niveau	PP 1re différence	KPSS niveau	KPSS 1re différence	Ordre
GDPG	-3,85	-5,92	-3,72	-5,85	0,42	0,18	I(0)
DEF	-2,15	-6,15	-2,28	-6,22	0,68	0,15	I(1)
INV	-2,68	-5,68	-2,55	-5,75	0,55	0,22	I(1)
INF	-2,95	-7,25	-3,05	-7,18	0,48	0,12	I(0)
INT	-2,42	-5,45	-2,38	-5,52	0,62	0,20	I(1)
OPEN	-1,85	-6,82	-1,92	-6,95	0,75	0,14	I(1)
APD	-2,78	-5,95	-2,65	-6,05	0,52	0,19	I(1)
MIN	-2,55	-6,38	-2,48	-6,42	0,58	0,16	I(1)

Source : Auteurs

Notes : seuil critique ADF/PP à 5 % = -2,96 ; seuil critique KPSS à 5 % = 0,463.

Les résultats indiquent que certaines variables sont stationnaires en niveau, (I(0)), tandis que d'autres deviennent stationnaires après première différenciation, (I(1)). Aucune variable n'est intégrée d'ordre deux, (I(2)).

Cette combinaison d'ordres d'intégration (I(0)) et (I(1)) justifie l'utilisation de l'approche ARDL de Pesaran, Shin et Smith (2001), qui permet d'étudier conjointement les relations de court et de long terme.

4.2 Sélection du nombre optimal de retards

La détermination du nombre optimal de retards est réalisée à partir de plusieurs critères d'information, notamment l'AIC, le BIC et le HQ. Le modèle retenu doit également présenter de bonnes propriétés statistiques en matière d'ajustement et d'autocorrélation des résidus.

Tableau 4. Sélection du nombre optimal de retards

Retard maximal	AIC	BIC	HQ	(R ²) ajusté	DW
1	-185,42	-178,25	-182,85	0,72	1,85
2	-198,65	-186,80	-193,95	0,81	1,92
3	-205,38	-188,95	-198,55	0,88	2,05
4	-202,15	-181,15	-193,25	0,87	1,98
5	-198,72	-173,05	-187,35	0,86	1,95

Source : Auteurs

Le critère d'Akaike indique que le retard maximal optimal correspond à 3 retards.

Le modèle ARDL retenu est $\text{ARDL}(3,2,2,1,2,1,1,1)$.

4.3 Test de cointégration : approche des Bounds Tests

La présence éventuelle d'une relation d'équilibre de long terme entre la croissance économique et les variables explicatives est vérifiée au moyen du test des bornes de Pesaran et al. (2001).

Tableau 5. Test de cointégration

Test	Statistique	Borne I(0) à 5 %	Borne I(1) à 5 %	Décision
Bounds F-statistic	5,85	3,74	5,06	Cointégration confirmée

Source : Auteurs.

La statistique F de 5,85 est supérieure à la borne supérieure (I(1)), qui est de 5,06 au seuil de 5 %. L'hypothèse nulle d'absence de relation de niveau est donc rejetée.

Il existe ainsi une relation de long terme entre la croissance économique et les variables considérées.

4.4 Estimation des coefficients de long terme

L'estimation ARDL permet ensuite d'identifier les effets de long terme des différentes variables sur la croissance économique.

Tableau 6. Coefficients de long terme

Variable	Coefficient	Écart-type	t-statistique	p-value	Significativité
Constante	2,85	1,12	2,54	0,018	**

Variable	Coefficient	Écart-type	t-statistique	p-value	Significativité
DEF	-0,42	0,18	-2,33	0,028	**
INV	+0,38	0,12	3,17	0,004	***
INF	-0,15	0,08	-1,88	0,072	*
INT	-0,22	0,10	-2,20	0,036	**
OPEN	+0,08	0,05	1,60	0,122	ns
APD	+0,12	0,06	2,00	0,056	*
MIN	+0,18	0,09	2,00	0,056	*

Source : Auteurs.

Notes : *** ($p < 0,01$) ; ** ($p < 0,05$) ; * ($p < 0,10$) ; ns : non significatif.

Les résultats montrent que le déficit budgétaire exerce un effet négatif et statistiquement significatif sur la croissance économique à long terme. Le coefficient de -0,42 signifie qu'une augmentation d'une unité du déficit budgétaire est associée, toutes choses égales par ailleurs, à une diminution de 0,42 unité du taux de croissance économique à long terme.

L'investissement privé exerce, quant à lui, un effet positif et fortement significatif. Le taux d'intérêt réel présente un effet négatif significatif, tandis que l'ouverture commerciale ne présente pas d'effet statistiquement significatif au seuil de 5 %.

4.5 Estimation des effets de court terme : modèle à correction d'erreur

Les coefficients de court terme sont obtenus à partir de la représentation ECM du modèle ARDL.

Tableau 7. Coefficients de court terme

Variable	Coefficient	Écart-type	t-statistique	p-value	Significativité
ECT(t-1)	-0,68	0,15	-4,53	0,000	***
Δ GDPG(t-1)	+0,35	0,12	2,92	0,008	***
Δ GDPG(t-2)	+0,18	0,10	1,80	0,085	*
Δ DEF(t)	+0,42	0,14	3,00	0,006	***
Δ DEF(t-1)	+0,28	0,12	2,33	0,028	**
Δ INV(t)	+0,15	0,08	1,88	0,072	*
Δ INV(t-1)	+0,08	0,07	1,14	0,268	ns
Δ INF(t)	-0,12	0,06	-2,00	0,058	*
Δ INT(t)	-0,08	0,05	-1,60	0,122	ns
Δ INT(t-1)	-0,05	0,04	-1,25	0,222	ns
Δ OPEN(t)	+0,06	0,04	1,50	0,148	ns
Δ APD(t)	+0,04	0,03	1,33	0,196	ns
Δ MIN(t)	+0,07	0,05	1,40	0,174	ns

Source : Auteurs.

Le coefficient du terme de correction d'erreur est négatif et statistiquement significatif : $ECT_{t-1} = -0,68$

Ce résultat confirme l'existence d'un mécanisme d'ajustement vers l'équilibre de long terme. Environ 68 % du déséquilibre observé au cours d'une période est corrigé au cours de la période suivante.

La vitesse d'ajustement est donc relativement élevée. Le retour complet vers l'équilibre est approximativement réalisé en :

$$1/0,68 \approx 1,47$$

soit environ 1,5 année.

4.6 Tests de diagnostic et de stabilité

La validité du modèle estimé est évaluée au moyen de plusieurs tests portant notamment sur la normalité des résidus, l'autocorrélation, l'hétéroscédasticité, la spécification fonctionnelle et la stabilité des paramètres.

Tableau 8. Tests de diagnostic

Test	Statistique	p-value / seuil	Décision
Cointégration – Bounds F-stat	5,85	$I(0)=3,74 ; I(1)=5,06$	Cointégration confirmée
Normalité – Jarque-Bera	2,15	0,342	Normalité acceptée
Autocorrélation – LM (lag 1)	1,82	0,185	Pas d'autocorrélation
Hétéroscédasticité – ARCH	0,95	0,412	Homoscédasticité
Spécification – RESET	1,45	0,258	Bonne spécification
Stabilité – CUSUM	Stable	5 %	Paramètres stables
Stabilité – CUSUMSQ	Stable	5 %	Variance stable

Source : Auteurs

Dans l'ensemble, les tests diagnostiques indiquent que le modèle ne présente pas de problème majeur d'autocorrélation ou d'hétéroscédasticité. Le test RESET ne remet pas en cause la spécification fonctionnelle et les tests CUSUM et CUSUMSQ indiquent que les paramètres du modèle demeurent stables sur la période étudiée.

4.7 Décomposition de la variance de la croissance économique

La décomposition de la variance permet d'apprécier la contribution relative des différents chocs à la variation de la croissance économique à différents horizons.

Tableau 9. Décomposition de la variance de GDPG (%)

Horizon	GDPG	DEF	INV	INF	Autres
1 an	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2 ans	82,5	8,5	5,2	2,8	1,0
3 ans	72,8	12,2	8,5	4,2	2,3
5 ans	65,2	15,8	10,5	5,5	3,0
10 ans	58,5	18,2	12,8	6,2	4,3

Source : Auteurs

Les résultats montrent que la contribution des chocs propres à la croissance diminue progressivement avec l'horizon temporel. À l'inverse, la contribution des chocs liés au déficit budgétaire augmente, passant de 8,5 % à deux ans à 18,2 % à dix ans. Le déficit budgétaire apparaît ainsi comme l'un des déterminants importants de la dynamique de la croissance à moyen et long terme.

4.8 Synthèse des principaux résultats

Tableau 10. Synthèse des effets du déficit budgétaire sur la croissance

Horizon	Effet du déficit	Mécanisme interprétatif	Référence théorique
Court terme	Positif : +0,42 ($p < 0,01$)	Stimulation de la demande agrégée et multiplicateur budgétaire	Keynes (1936) ; Hansen (1953)
Long terme	Négatif : -0,42 ($p < 0,05$)	Effet d'éviction, accumulation de dette et hausse du coût du financement	Solow (1956) ; Diamond (1965)
Ajustement	68 % par an	Correction progressive des déséquilibres vers l'équilibre de long terme	Pesaran et al. (2001)

Source : Auteurs

Les estimations mettent en évidence une dualité temporelle de l'effet du déficit budgétaire sur la croissance économique en RDC.

À court terme, le déficit budgétaire exerce un effet positif et statistiquement significatif sur la croissance. Ce résultat peut s'expliquer par l'augmentation de la demande globale résultant de l'accroissement des dépenses publiques. Dans une perspective keynésienne, une politique budgétaire expansionniste peut stimuler la production lorsque les capacités productives disponibles permettent de répondre à l'augmentation de la demande.

À long terme, en revanche, le déficit budgétaire exerce un effet négatif et statistiquement significatif sur la croissance. Cette évolution peut être associée à l'accumulation de la dette publique, à l'augmentation des besoins de financement de l'État et aux effets d'éviction susceptibles de réduire l'investissement privé. Le coefficient négatif du taux d'intérêt réel renforce cette interprétation.

L'investissement privé constitue, à l'inverse, un facteur favorable à la croissance à long terme, avec un coefficient de 0,38, statistiquement significatif au seuil de 1 %. Les résultats soulignent donc l'importance d'une politique budgétaire permettant de soutenir l'activité à court terme tout en maintenant la soutenabilité des finances publiques à long terme.

Le coefficient de correction d'erreur de -0,68, négatif et significatif, confirme enfin que les écarts par rapport à l'équilibre de long terme sont progressivement corrigés. Environ 68 % du déséquilibre est résorbé chaque année, ce qui traduit une vitesse d'ajustement relativement importante.

L'approche ARDL apparaît appropriée pour analyser la relation entre le déficit budgétaire et la croissance économique en RDC, compte tenu de la présence simultanée de variables (I(0)) et (I(1)) et de l'absence de variables (I(2)).

Le test des Bounds confirme l'existence d'une relation de cointégration entre les variables du modèle. L'estimation du modèle ARDL-ECM permet ainsi de distinguer clairement les effets de court et de long terme.

Les résultats mettent en évidence un effet positif du déficit budgétaire à court terme (+0,42) et un effet négatif à long terme (-0,42). Cette divergence confirme l'existence d'une dualité temporelle dans l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique en RDC.

Ainsi, l'analyse économétrique suggère qu'une politique de déficit peut soutenir temporairement l'activité économique, mais que son maintien dans le temps peut générer des effets défavorables sur la croissance si elle conduit à une accumulation excessive de dette, à une hausse du coût du financement et à un évincement de l'investissement privé.

5. Discussion

Les résultats mettent en évidence une dualité temporelle de l'effet du déficit budgétaire sur la croissance économique en RDC, confirmant que son impact ne peut être appréhendé indépendamment de l'horizon d'analyse.

À court terme, l'effet positif et significatif du déficit (+0,42) est compatible avec la perspective keynésienne, selon laquelle l'expansion budgétaire stimule la demande agrégée et l'activité économique. Toutefois, l'effet négatif et significatif observé à long terme (-0,42) suggère que les gains conjoncturels du déficit peuvent progressivement être neutralisés par des contraintes de financement et de soutenabilité budgétaire.

Ce résultat rejoint davantage l'approche néoclassique, notamment l'hypothèse d'un effet d'éviction de l'investissement privé lorsque les besoins de financement public deviennent persistants. La significativité positive de l'investissement privé à long terme (+0,38) renforce cette interprétation en soulignant son rôle central dans la dynamique durable de la croissance. Le coefficient de correction d'erreur (-0,68) indique par ailleurs une capacité relativement rapide du système à résorber les déséquilibres, avec environ 68 % de l'écart corrigé chaque année. La cointégration confirmée par le Bounds test montre ainsi que les variables entretiennent une relation structurelle de long terme malgré les fluctuations de court terme. La décomposition de la variance renforce cette lecture, puisque la contribution des chocs budgétaires à la variance de la croissance augmente avec l'horizon, atteignant 18,2 % à dix ans. L'ensemble de ces résultats suggère donc que l'enjeu pour la RDC n'est pas nécessairement la réduction mécanique du déficit, mais l'amélioration de sa qualité, de son financement et de son orientation vers les dépenses productives.

Ainsi, une politique budgétaire soutenable devrait préserver la fonction contracyclique du déficit à court terme tout en évitant qu'un financement durablement déficitaire ne compromette l'investissement privé et la croissance à long terme.

6. Conclusion

Au terme de cette étude, l'analyse économétrique met en évidence une relation de long terme entre le déficit budgétaire et la croissance économique en République démocratique du Congo, confirmée par le test des Bounds.

Les résultats révèlent toutefois une dualité temporelle : le déficit soutient significativement la croissance à court terme (+0,42), mais exerce un effet négatif à long terme (-0,42). Cette configuration suggère que l'expansion budgétaire peut jouer un rôle contracyclique immédiat, sans pour autant constituer une source automatique de croissance durable. À long terme, la persistance du déficit semble plutôt exposer l'économie à des contraintes de financement et à des mécanismes d'éviction susceptibles de limiter l'accumulation du capital privé. Le rôle favorable de l'investissement privé confirme, par ailleurs, que la dynamique de croissance durable dépend davantage de l'accumulation productive que du soutien budgétaire permanent. Le coefficient d'ajustement de -0,68 indique une correction relativement rapide des déséquilibres, avec

près de 68 % de l'écart résorbé chaque année. Les tests diagnostiques et de stabilité confortent la robustesse statistique du modèle et la stabilité de ses paramètres sur la période étudiée. Ainsi, l'enjeu de politique économique pour la RDC ne réside pas dans la suppression du déficit, mais dans sa soutenabilité, son mode de financement et l'efficacité productive des dépenses qu'il permet de financer. La politique budgétaire devrait dès lors privilégier les dépenses à fort rendement économique et limiter les déficits persistants susceptibles d'entraver l'investissement privé. En définitive, une gestion budgétaire crédible, sélective et orientée vers la transformation productive apparaît comme une condition essentielle pour convertir l'effet conjoncturel du déficit en une dynamique de croissance durable et inclusive en RDC.

Références

Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2001). The colonial origins of comparative development: An empirical investigation. *American Economic Review*, 91(5), 1369–1401. <https://doi.org/10.1257/aer.91.5.1369>

- Adam, C., & Bevan, D. (2005). Fiscal deficits and growth in developing countries. *Journal of Public Economics*, 89(4), 571–597. <https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2004.02.006>
- Afonso, A., & Jalles, J. T. (2013). Growth and productivity: The role of government debt. *International Review of Economics & Finance*, 25, 294–303.
- Baldacci, E., Gupta, S., & Mulas-Granados, C. (2010). Restoring debt sustainability after crises: Implications for the fiscal mix. *IMF Working Paper*, 10/232. International Monetary Fund.
- Barro, R. J. (1974). Are government bonds net wealth? *Journal of Political Economy*, 82(6), 1095–1117. <https://doi.org/10.1086/260266>
- Barro, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy*, 98(5, Part 2), S103–S125.
- Bose, N., Haque, M. E., & Osborn, D. R. (2007). Public expenditure and economic growth: A disaggregated analysis for developing countries. *The Manchester School*, 75(5), 533–556. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9957.2007.01028.x>
- Dickey, D. A., & Fuller, W. A. (1979). Distribution of the estimators for autoregressive time series with a unit root. *Journal of the American Statistical Association*, 74(366), 427–431.
- Diamond, P. A. (1965). National debt in a neoclassical growth model. *American Economic Review*, 55(5), 1126–1150.
- Easterly, W., & Rebelo, S. (1993). Fiscal policy and economic growth: An empirical investigation. *Journal of Monetary Economics*, 32(3), 417–458.
- Fatás, A., & Mihov, I. (2013). Policy volatility, institutions, and economic growth. *Review of Economics and Statistics*, 95(2), 362–376.
- Fischer, S. (1993). The role of macroeconomic factors in growth. *Journal of Monetary Economics*, 32(3), 485–512.
- Hansen, A. H. (1953). *A guide to Keynes*. McGraw-Hill.
- Keynes, J. M. (1936). *The general theory of employment, interest and money*. Macmillan.
- Lucas, R. E. (1988). On the mechanics of economic development. *Journal of Monetary Economics*, 22(1), 3–42. [https://doi.org/10.1016/0304-3932\(88\)90168-7](https://doi.org/10.1016/0304-3932(88)90168-7)
- Njoroge, K. G. (2014). Fiscal deficits and economic growth in Kenya. [Référence à compléter à partir de la publication originale].
- North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge University Press.
- Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001). Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. *Journal of Applied Econometrics*, 16(3), 289–326. <https://doi.org/10.1002/jae.616>

- Romer, P. M. (1986). Increasing returns and long-run growth. *Journal of Political Economy*, 94(5), 1002–1037.
- Samuelson, P. A. (1948). *Economics: An introductory analysis*. McGraw-Hill.
- Solow, R. M. (1956). A contribution to the theory of economic growth. *The Quarterly Journal of Economics*, 70(1), 65–94.
- Swan, T. W. (1956). Economic growth and capital accumulation. *Economic Record*, 32(2), 334–361.
- Banque centrale du Congo. (2023). *Rapport annuel 2023*. Kinshasa, République démocratique du Congo.
- Fonds monétaire international. (2024). *Democratic Republic of the Congo: Staff report for the Article IV consultation*. International Monetary Fund.
- Initiative pour la transparence dans les industries extractives en République démocratique du Congo. (s. d.). *Rapports ITIE-RDC*. <https://eiti.org/>
- World Bank. (s. d.). *World Development Indicators*. World Bank.